

Mémorial
du
Grand-Duché de Luxembourg.

Memorial
des
Großherzogtums Luxemburg.

Dimanche, 30 juin 1918.

Nº 37.

Sonntag, 30. Juni 1918.

Arrêté grand-ducal du 28 juin 1918, concernant l'approvisionnement en bétail de boucherie.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'arrêté grand-ducal du 26 juillet 1916, concernant l'abatage du bétail de boucherie;

Revu l'arrêté grand-ducal du 4 mai 1918, concernant l'approvisionnement en bétail de boucherie;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'achat du bétail de boucherie saisi au profit de l'État, en vertu de l'arrêté grand-ducal du 26 juillet 1916 prévu, se fera par des commissionnaires spéciaux.

En cas de non-agrément des prix de vente arrêtés par les commissionnaires, les différends seront soumis à des commissions arbitrales cantonales qui fixeront définitivement le prix de cession du bétail.

Art. 2. Au besoin, il sera procédé, sur l'ordre du Directeur général du ressort et en tenant

Großh. Beschluß vom 28. Juni 1918, betreffend die Versorgung mit Schlachtvieh.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 26. Juli 1916, betreffend Tötung des Schlachtviehs;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 4. Mai 1918, betreffend die Versorgung mit Schlachtvieh;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Staatsrat;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Der Ankauf des kraft vorerwähnten Großh. Beschlusses vom 26. Juli 1916 für den Staat beschlagnahmten Schlachtviehs erfolgt durch besondere Kommissionare.

Bei Beanstandung der von den Kommissionaren festgesetzten Preise werden die strittigen Fälle kantonschiedskommissionen unterbreitet, die endgültig den Verkaufspreis des Viehes festsetzen.

Art. 2. Nötigenfalls wird auf Anordnung des zuständigen General-Direktors hin sowie auf

compte des disponibilités des exploitations agricoles, à l'expropriation du bétail d'abatage nécessaire pour assurer l'approvisionnement général en viande.

Ne sont pas assujettis à l'expropriation les taureaux admis à la saillie, les vaches et les génisses de marque destinées à l'élevage, les vaches arrivées à une période avancée de la gestation, ainsi que les vaches bonnes laitières.

L'expropriation se fera sur la base des prix maxima en vigueur, eu égard à la qualité des animaux. Le prix sera payé lors de la livraison des animaux.

Les frais d'expropriation, y compris les frais de transport jusqu'à la station de chemin de fer la plus proche, seront à charge de l'exproprié.

Art. 3. Les détenteurs de bétail qui auront bénévolement cédé un bovin adulte d'un poids vif d'au moins 200 kg. auront droit de ce chef à un kilogramme de cuir qui sera fourni par l'Office d'achat et de répartition au prix de relaiement en vigueur.

Toutefois Notre Gouvernement pourra limiter la quantité maxima de cuir pouvant être relaiée aux exploitations agricoles du chef visé à l'alinéa qui précède, eu égard aux quantités déjà délivrées aux intéressés à raison de la cession de bétail de boucherie.

Art. 4. Pour le surplus, l'achat, la vente, le transport, la répartition et l'abatage du bétail de boucherie en vue de l'approvisionnement général seront réglés par Notre Gouvernement.

Il désignera les commissionnaires chargés de l'achat du bétail; il arrêtera la composition des commissions arbitrales et en réglera le fonctionnement; il décidera à qui incombent les frais d'arbitrage; il désignera les organes d'expropriation.

Grund des verfügbaren Viehstapels der landwirtschaftlichen Betriebe, zur Enteignung des zur Sicherstellung der allgemeinen Fleischversorgung erforderlichen Schlachtviehes geschritten.

Der Enteignung verfallen nicht Zuchtstiere, Stühe und Färsen von hohem Zuchtwert, hochträgliche Stühe und gute Milchkühe.

Die Enteignung findet statt auf Grund der bestehenden Höchstpreise, unter Berücksichtigung der Qualität der Tiere. Der Preis wird bei der Ablieferung der Tiere ausbezahlt.

Die Enteignungskosten, einschließlich der Transportkosten bis zur nächsten Eisenbahnverladestation, sind zu Lasten des Enteigneten.

Art. 3. Den Viehhaltern, die freiwillig ein Stück Großvieh im Lebendgewicht von mindestens 200 kg abgeben, steht hierfür ein Anrecht auf ein Kilogramm Leder zu, das von der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale zum bestehenden Verkaufspreis abgegeben wird.

Jedoch kann die Regierung die Höchstmenge Leder, welche in Gemäßheit vorstehenden Absatzes den landwirtschaftlichen Betrieben überlassen werden kann, festsetzen mit Rücksicht auf die den Interessenten wegen Abgabe von Schlachtvieh bereits zugeteilten Mengen.

Art. 4. Im Übrigen werden Kauf, Verkauf, Transport, Verteilung und Abchlachtung von Schlachtvieh im Interesse der allgemeinen Fleischversorgung durch Unsere Regierung geregelt.

Sie bezeichnet die mit dem Anlauf des Schlachtviehs zu betrauenden Kommissionare, bestimmt die Zusammensetzung der Schiedskommissionen, regelt deren Tätigkeit und entscheidet, wem die Schiedskosten zur Last fallen; sie bezeichnet die Enteignungsorgane.

Art. 5. Le présent arrêté s'applique aux animaux des espèces bovine et porcine.

Art. 6. Quiconque contreviendra aux dispositions du présent arrêté ou des arrêtés d'exécution à prendre, quiconque entravera les opérations d'expropriation ou refusera de se dessaisir d'animaux expropriés, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 à 3000 fr. ou d'une de ces peines seulement.

La confiscation de l'objet de l'infraction sera ordonnée.

Les tentatives d'infraction seront punies des mêmes peines.

Art. 7. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et entrera en vigueur le 5 juillet 1918.

Château de Berg, le 28 juin 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
J. FABER.
M. KOHN.

Arrêté du 28 juin 1918, concernant l'achat, la vente, le transport, la répartition et l'abatage du bétail de boucherie.

LE GOUVERNEMENT EN CONSEIL:

Vu l'arrêté grand-ducal du 28 juin 1918, concernant l'approvisionnement en bétail de boucherie;

Vu l'arrêté grand-ducal du 26 juillet 1916, concernant l'abatage du bétail de boucherie;

Arrête:

Art. 1^{er}. Jusqu'à disposition ultérieure, l'achat, la vente, le transport, la répartition et l'abatage du bétail de boucherie en vue de l'approvisionnement général sont réglés par les dispositions suivantes.

Art. 5. Dieser Beschluß findet Anwendung auf Hornvieh und Schweine.

Art. 6. Wer den Bestimmungen dieses Beschlusses oder den zu erlassenden Ausführungsbestimmungen zuwiderhandelt, wer die Enteignungsoperationen hemmt oder wer sich weigert, die enteigneten Tiere abzugeben, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Die Einziehung des Gegenstandes der Zuwiderhandlung wird angeordnet.

Die Zuwiderhandlungsversuche werden mit denselben Strafen bestraft.

Art. 7. Dieser Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden u. tritt am 5. Juli 1918 in Kraft.

Schloß Berg, den 28. Juni 1918.

Maria Adelheid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kaufman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
J. Faber.
M. Kohn.

Beschluß vom 28. Juni 1918, betreffend Kauf, Verkauf, Transport, Verteilung und Abschachtung des Schlachtviehes.

Die Regierung im Conseil:

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 28. Juni 1918, betreffend die Versorgung mit Schlachtvieh;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 26. Juli 1916, betreffend Tötung des Schlachtviehes;

Beschließt:

Art. 1. Bis zu anderweitiger Verfügung sind Kauf, Verkauf, Transport, Verteilung und Abschachtung des Schlachtviehes im Interesse der allgemeinen Fleischversorgung durch nachstehende Bestimmungen geregelt.

Art. 2. L'achat du bétail de boucherie se fera exclusivement par des commissionnaires désignés par le Directeur général du ressort.

Le mandat des commissionnaires est révocable en tout temps.

Le Directeur général du ressort assignera aux commissionnaires des rayons déterminés dans lesquels ils sont seuls autorisés à faire les achats de bétail de boucherie.

Art. 3. Les animaux achetés par les commissionnaires seront marqués; ils doivent être tenus pendant dix jours, à dater du jour de la vente, à la disposition de l'Office d'achat et de répartition.

Ce délai sera de vingt jours en cas d'intervention de la commission cantonale d'arbitrage visée à l'art. 16.

Art. 4. Les achats faits par les commissionnaires doivent être documentés sur des bulletins d'achat fournis par l'Office et mis à la disposition des commissionnaires par les préposés aux registres du bétail.

Les bulletins d'achat renseigneront les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire du bétail, le signalement et le poids vif de l'animal acheté, la date de la vente et le prix d'unité convenu.

Art. 5. Tout achat de bétail devra être certifié sur les bulletins par le vendeur, le commissionnaire et le préposé aux registres.

Le commissionnaire doit délivrer au vendeur un extrait du bulletin d'achat signé par lui et contenant les indications prescrites à l'art. 2 de l'article qui précède. Cet extrait tiendra lieu de l'écrit prévu aux art. 3 et 6 de l'arrêté grand-ducal du 20 mai 1916, concernant le commerce du bétail de boucherie ainsi que la fixation de prix maxima.

Art. 6. Immédiatement après la vente, les bulletins d'achat seront expédiés par le préposé

Art. 2. Der Verkauf des Schlachtviehes erfolgt ausschließlich durch vom zuständigen General-Direktor bezeichnete Kommissionäre.

Der Auftrag der Kommissionäre ist jederzeit widerruflich.

Der zuständige General-Direktor weist den Kommissionären bestimmte Bezirke an, in denen sie allein zum Verkauf von Schlachtvieh berechtigt sind.

Art. 3. Die von den Kommissionären angekauften Tiere werden gekennzeichnet; sie müssen während zehn Tagen, vom Verkaufstag an, gerechnet, zur Verfügung der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale gehalten werden.

Diese Frist beträgt 20 Tage, falls die in Art. 16 erwähnte Kantonschiedskommission in Tätigkeit tritt.

Art. 4. Die von den Kommissionären getätigten Ankäufe müssen durch Kaufscheine vollzogen werden, deren Vordrucke von der Zentrale geliefert und den Kommissionären durch die Viehregisterführer zur Verfügung gestellt werden.

Die Kaufscheine enthalten Angaben über Name, Vornamen, Stand und Wohnort des Viehbesizers, Signalement und Lebendgewicht des angekauften Tieres, Datum des Verkaufs und den vereinbarten Einheitspreis.

Art. 5. Jeder Verkauf von Vieh muß auf den Kaufscheinen vom Verkäufer, vom Kommissionär und vom Viehregisterführer bestätigt werden.

Der Kommissionär muß dem Verkäufer einen von ihm unterzeichneten Auszug aus dem Kaufschein einhändigen, welcher die in Absatz 2 des vorstehenden Artikels vorgeschriebenen Angaben enthalten muß; dieser Auszug ersetzt das durch die Art. 3 und 6 des Großh. Beschlusses vom 20. Mai 1916, betreffend den Handel mit Schlachtvieh sowie die Festsetzung von Höchstpreisen, vorgesehene Schriftstück.

Art. 6. Nach dem Verkauf sind die Kaufscheine vom Registerführer sofort der Staatlichen

aux registres à l'Office d'achat et de répartition.

Art. 7. L'Office assignera aux administrations communales, sur la base tant des besoins des différentes communes que du bétail disponible, les bulletins d'achat lui parvenus.

Art. 8. La répartition des bulletins d'achat assignés aux communes se fera par les soins du collège échevinal. Les noms des personnes auxquelles ils sont remis, doivent être inscrits sur les bulletins ainsi que dans une liste spéciale, avec indication du numéro du bulletin.

Art. 9. Les porteurs des bulletins ont seuls le droit d'enlever, moyennant paiement au vendeur du prix convenu, et ce exclusivement aux fins d'abatage dans l'intérêt de l'approvisionnement des communes afférentes, les animaux désignés aux bulletins.

Art. 10. Il est défendu de vendre du bétail de boucherie à toute personne autre que le commissionnaire du ressort ou d'en délivrer à quiconque n'est pas porteur d'un bulletin d'achat régulier et valable.

Art. 11. Le porteur du bulletin d'achat doit prendre livraison de l'animal dans le délai de validité indiqué sur le bulletin d'achat.

Art. 12. Les bulletins d'achat sont tripartites; ils ne sont valables pour la reprise de l'animal que si les trois parties sont adhérentes. Il est défendu d'emmener l'animal avant d'avoir obtenu du préposé aux registres du bétail un permis de transport que ce préposé ne pourra délivrer que sur remise du bulletin d'achat.

La partie I du bulletin doit être retournée immédiatement, munie de la signature du détenteur du bulletin, à l'Office, par le préposé aux registres.

Einkaufs- und Verteilungs-Zentrale zu übermitteln.

Art. 7. Die Zentrale überweist die ihr übermittelten Kaufscheine an die Gemeindeverwaltungen auf Grund der Bedürfnisse der verschiedenen Gemeinden und des verfügbaren Schlachtviehes.

Art. 8. Die Verteilung der den Gemeinden überwiesenen Kaufscheine wird durch das Schöfengericht vorgenommen. Die Namen der Personen, denen dieselben ausgehändigt werden, müssen auf den Kaufscheinen vermerkt, sowie in ein besonderes Verzeichnis, unter Angabe der Nummer des Kaufscheines, eingetragen werden.

Art. 9. Die Inhaber der Kaufscheine sind allein berechtigt, die auf den Kaufscheinen bezeichneten Tiere gegen Bezahlung des vereinbarten Preises zu Händen des Verkäufers und zwar ausschließlich zu Schlachtzwecken im Interesse der Fleischversorgung der betreffenden Gemeinden, in Empfang zu nehmen.

Art. 10. Es ist verboten, Schlachtvieh an eine andere Person als an den zuständigen Kommissionar zu verkaufen oder an jemand, der nicht im Besitz eines regelrechten und gültigen Kaufscheins ist, abzugeben.

Art. 11. Der Inhaber des Kaufscheines muß das Tier in der auf dem Kaufschein angegebenen Gültigkeitsfrist in Empfang nehmen.

Art. 12. Die Kaufscheine sind dreiteilig; sie sind zur Wegnahme des Tieres nur dann gültig, wenn die drei Teile zusammenhängend sind. Es ist verboten, das Tier vor Ausstellung einer Transportberechtigung des Viehregisterführers wegzuführen; der Registerführer darf die Transportberechtigung nur gegen Abgabe des Kaufscheines ausstellen.

Teil I des Scheines muß, mit der Unterschrift des Inhabers des Scheines versehen, unverzüglich vom Viehregisterführer an die Zentrale zurückgeschickt werden.

La partie II est à rendre à l'acquéreur auquel elle servira d'autorisation d'abatage; elle doit être remise à l'inspecteur des viandes du ressort qui la restituera à l'Office sans retard, après y avoir inscrit le poids net de l'animal abattu.

La partie III est retenue par le préposé aux registres du bétail et doit être annexée, en vue du contrôle, à la souche de l'autorisation de transport délivrée.

Toutes ces prescriptions, y compris celle concernant le permis de transport, doivent être observées également si la reprise et l'abatage ont lieu dans la même commune ou si l'animal à abattre appartient au détenteur du bulletin d'achat.

Art. 13. Les détenteurs des animaux achetés par les commissionnaires sont tenus de leur appliquer les soins d'un bon père de famille jusqu'à la reprise par les porteurs des bulletins d'achat.

Les risques restent à charge du vendeur jusqu'à la tradition de l'animal.

Art. 14. Les animaux doivent être livrés par le vendeur à la station de chemin de fer la plus proche. Tous les frais de transport ultérieurs sont à charge du détenteur du bulletin d'achat; la prime d'assurance est à charge du vendeur.

Art. 15. En cas de non-agréation du prix de vente arrêté par le commissionnaire, le porteur du bulletin d'achat doit restituer celui-ci immédiatement à l'administration communale avec indication écrite des motifs ainsi que du prix offert par le porteur du bulletin. Dans ce cas, l'administration communale pourra procéder elle-même à la reprise de l'animal ou y faire procéder par un autre boucher de la commune.

Art. 16. En cas de refus ou d'impossibilité d'opérer la reprise, l'administration communale

Teil II ist dem Abnehmer des Tieres wieder einzuhändigen und dient als Schlachtberechtigung; derselbe ist dem zuständigen Fleischbeschauer zu übergeben, der ihn ohne Verzug, nach Eintragung des Schlachtgewichtes, an die Zentrale einsendet.

Teil III ist vom Viehregisterführer zurückzubehalten und zu Kontrollzwecken dem Stammschnitt der Transportberechtigung beizufügen.

Vorstehende Vorschriften, einschließlich derjenigen betreffend die Transportberechtigung, müssen auch dann beobachtet werden, wenn Wegnahme und Schlachtung in einer und derselben Gemeinde stattfinden, oder wenn das zu schlachtende Tier Eigentum des Inhabers des Kaufscheines ist.

Art. 13. Die Besitzer der von den Kommissionären angekauften Tiere sind gehalten, dieselben bis zur Wegnahme durch die Inhaber der Kaufscheine pfleglich zu behandeln.

Die Verantwortung bleibt zu Lasten des Verkäufers bis zur Übergabe des Tieres.

Art. 14. Die Tiere müssen vom Verkäufer bis zur nächsten Eisenbahn-Besandstation geliefert werden. Alle weiteren Transportkosten sind zu Lasten des Inhabers des Kaufscheines; die Versicherungsprämie ist zu Lasten des Verkäufers.

Art. 15. Bei Beanstandung des vom Kommissionar vereinbarten Verkaufspreises muß der Inhaber des Kaufscheines letzteren unverzüglich der Gemeindeverwaltung zurückreichen, unter schriftlicher Angabe der Gründe sowie des seinerseits angebotenen Preises. In diesem Falle kann die Gemeindeverwaltung selbst die Wegnahme des Tieres vornehmen oder durch einen andern Metzger der Gemeinde vornehmen lassen.

Art. 16. Im Weigerungsfall oder im Fall der Unmöglichkeit, die Wegnahme zu besorgen,

restituera immédiatement le bulletin d'achat à l'Office avec indication des motifs.

L'Office, de son côté, disposera du bulletin soit en l'attribuant à une autre commune, soit en déférant le cas à la commission cantonale d'arbitrage.

La commune ne peut prétendre au remplacement des bulletins refusés.

Art. 17. La commission arbitrale cantonale déterminera en dernière instance, pour les cas qui lui sont déférés, le prix de cession du bétail.

Au cas où le prix arrêté par le commissionnaire est approuvé par la commission arbitrale, le boucher auquel le bulletin d'achat avait été primitivement assigné, resp. la commune, sera tenu à la reprise de l'animal. Dans ce cas, les frais d'arbitrage, dont le montant sera définitivement arrêté par la commission, incombent au boucher.

Au cas où le prix arrêté par le commissionnaire n'est pas approuvé par la commission, cette dernière fixera le prix auquel l'animal doit être cédé par le propriétaire et repris par le boucher resp. la commune. La commission statuera quant aux frais d'arbitrage; au cas, où le prix offert par le boucher est approuvé par la commission, les frais d'arbitrage seront à charge du commissionnaire qui, en outre, n'a pas droit à l'indemnité d'achat; au cas où la commission fixe un prix intermédiaire entre celui convenu par le commissionnaire et le prix offert par le boucher, la commission opérera la ventilation des frais d'arbitrage entre le commissionnaire et le boucher.

Art. 18. Les commissions arbitrales cantonales seront composées du juge de paix, comme président, du vétérinaire du Gouvernement et du membre-cultivateur du comité cantonal. En cas d'empêchement d'un membre, il sera pourvu à son remplacement par le juge de paix.

reicht die Gemeindeverwaltung der Zentrale den Kaufschein unter Angabe der Gründe unverzüglich zurück.

Die Zentrale, ihrerseits, verfügt über den Kaufschein, indem sie entweder denselben einer andern Gemeinde zuweist, oder den Fall der Kantonschiedskommission unterbreitet.

Die Gemeinde hat keinen Anspruch auf Ersatz für uneingelöste Kaufscheine.

Art. 17. Die Kantonschiedskommission setzt in den ihr unterbreiteten Fällen den Verkaufspreis der Tiere endgültig fest.

Wird der vom Kommissionar vereinbarte Preis von der Schiedskommission gutgeheißen, so ist der Metzger, dem der Kaufschein anfänglich zugewiesen war, bezw. die Gemeinde zur Annahme des Tieres verpflichtet. In diesem Fall sind die Schiedskosten, deren Betrag von der Schiedskommission endgültig festgesetzt wird, zu Lasten des Metzgers.

Wird der vom Kommissionar vereinbarte Preis von der Kommission nicht gutgeheißen, so setzt letztere den Preis, zu welchem das Tier vom Besitzer abgetreten und vom Metzger bezw. der Gemeinde übernommen werden muß, fest.

Die Kommission befindet über die Schiedskosten; falls der vom Metzger angebotene Preis von ihr gutgeheißen wird, so sind die Schiedskosten zu Lasten des Kommissionars, welcher außerdem keinen Anspruch auf die Kommissionsgebühr hat; falls die Kommission einen Mittelpreis zwischen dem vom Kommissionar vereinbarten Preis und dem vom Metzger angebotenen Preis festsetzt, so werden die Schiedskosten von der Kommission auf den Kommissionar und den Metzger in entsprechendem Verhältnis verteilt.

Art. 18. Die Kantonschiedskommissionen bestehen aus dem Friedensrichter als Präsident, dem Staatstierarzt und dem Vertreter der Landwirtschaft im Kantonsrat. Ist ein Mitglied verhindert, so wird vom Friedensrichter zu dessen Ersetzung geschritten.

Art. 19. Si le bétail de boucherie procuré par les commissionnaires ne suffit pas pour l'approvisionnement général, il sera procédé à l'expropriation forcée du nombre manquant d'animaux.

L'expropriation sera opérée par des commissions spéciales composées d'un membre de la brigade mobile, du commissionnaire du ressort et d'un membre du comité local de l'endroit, à désigner par ce comité. Ces commissions opéreront valablement si deux membres sont présents, le troisième dûment appelé.

Les commissions, en déterminant les bêtes à exproprier, tiendront compte tant de la composition des cheptels que des livraisons effectuées par les intéressés.

Art. 20. Ne seront pas assujettis à l'expropriation les taureaux admis à la saillie, les vaches et génisses de marque destinées à l'élevage, les vaches arrivées à une période avancée de la gestation et les vaches bonnes laitières.

Art. 21. Les agents de la force publique prêteront leur concours aux commissions d'expropriation en cas de besoin.

Les commissions d'expropriation peuvent entrer dans les exploitations, les étables et les parcs à bétail, en vue de l'accomplissement de leur mandat.

Art. 22. L'expropriation se fera sur la base des prix maxima en vigueur, eu égard à la qualité des animaux. Le prix sera payé lors de la livraison des animaux. Les frais d'expropriation, y compris les frais de transport jusqu'à la station de chemin de fer la plus proche, seront à charge de l'exproprié.

Art. 23. Les animaux expropriés seront marqués et inscrits sur des cartes spéciales portant les indications prévues à l'art. 4 du présent

Art. 19. Falls das von den Kommissionären aufgebrachte Schlachtvieh nicht zur allgemeinen Versorgung genügt, so wird die zwangsweise Enteignung der fehlenden Anzahl Tiere vorgenommen.

Die Enteignung wird von besonderen Kommissionen vorgenommen, die aus einem Mitglied der mobilen Brigade, dem zuständigen Kommissionär und einem vom Lokalkomitee zu bezeichnenden Mitglied des Lokalkomitees der betreffenden Ortschaft bestehen. Die Operationen der Kommission sind gültig, wenn zwei Mitglieder zugegen sind und das dritte vorchriftsmäßig einberufen wurde.

Bei Bezeichnung der zu enteignenden Tiere haben die Kommissionen Rücksicht zu nehmen auf die Zusammensetzung der einzelnen Viehbestände, sowie auf die von letzteren bereits gelieferten Schlachttiere.

Art. 20. Der Enteignung verfallen nicht: Zuchtstiere, Kühe und Färken von hohem Zuchtwert, hochtrachtige Kühe und gute Milchkühe.

Art. 21. Die Agenten der öffentlichen Gewalt leisten den Enteignungskommissionen nötigenfalls Beihilfe.

Zur Erfüllung ihrer Aufgabe sind die Enteignungskommissionen befugt die Betriebsräume, Ställe und Viehweiden zu betreten.

Art. 22. Die Enteignung findet statt auf Grund der gesetzlichen Höchstpreise, unter Berücksichtigung der Tauglichkeit der Tiere. Der Preis wird bei Ablieferung der Tiere bezahlt. Die Enteignungskosten, einschließlich der Transportkosten bis zur nächsten Eisenbahnverandstation, sind zu Lasten des Enteigneten.

Art. 23. Die enteigneten Tiere werden gekennzeichnet und auf besonderen Karten, welche die in Art. 4 dieses Beschlusses vorgesehenen

arrêté. Les cartes seront adressées à l'Office d'achat et de répartition.

Art. 24. Les préposés aux registres du bétail sont chargés des écritures concernant les bulle-
tions à adresser à l'Office, tant pour les animaux
procurés par les commissionnaires que pour
ceux expropriés par les commissions spéciales.

Art. 25. Tout achat, toute vente, tout trans-
port et tout abatage de bétail de boucherie
effectués contrairement aux dispositions du
présent arrêté, sont défendus, le tout sans pré-
judice de la réglementation existante sur le
bétail d'élevage, de trait, de rente et de pâtu-
rage, ainsi que sur les abatages privés.

Art. 26. Quiconque contreviendra ou tentera
de contrevioler aux prescriptions du présent
arrêté sera puni d'un emprisonnement de huit
jours à trois ans et d'une amende de 26 à
3000 fr., ou d'une de ces peines seulement.

La confiscation de l'objet de l'infraction sera
ordonnée.

Art. 27. Le présent arrêté sera inséré au *Mé-
morial* et entrera en vigueur le 5 juillet 1918.

Luxembourg, le 28 juin 1918.

Les membres du Gouvernement,

J. KAUFFMAN.

L. MOUTRIER.

A. LEFORT.

J. FABER.

M. KOHN.

Arrêté grand-ducal du 28 juin 1918, concernant
l'achat, la vente et le transport du bétail de
trait, de rente, d'élevage et de pâturage.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce
de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg,
Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Angaben enthalten, eingetragen. Die Karten
werden der Staatlichen Einkaufs- und Vertei-
lungszentrale übersandt.

Art. 24. Die Viehregisterführer haben die
Schreibereien bezüglich der an die Zentrale ein-
zusendenden Scheine zu besorgen, sowohl be-
treffs der von den Kommissionären beschafften,
als der von den Spezialkommissionen enteig-
neten Tiere.

Art. 25. Jeder Kauf, jeder Verkauf, jeder
Transport und jede Schlachtung von Schlach-
tovieh, die den Bestimmungen dieses Beschlusses
zuwider stattfinden, sind verboten, alles unbe-
schadet der über Zucht-, Gespann-, Rutz- und
Weidevieh sowie über Hauschlachtungen be-
stehenden Verfügungen.

Art. 26. Wer den Bestimmungen des gegen-
wärtigen Beschlusses zuwiderhandelt oder zu-
widerzuhandeln versucht, wird mit Gefängnis
von acht Tagen bis zu drei Jahren, und mit
Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr., oder mit
einer dieser Strafen bestraft.

Die Einziehung des Gegenstandes der Zu-
widerhandlung wird angeordnet.

Art. 27. Dieser Beschluß wird im „Memorial“
veröffentlicht und tritt am 5. Juli 1918 in Kraft.

Luxemburg, den 28. Juni 1918.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.

L. Montrier.

A. Lefort.

J. Faber.

M. Kohn.

Großh. Beschluß vom 28. Juni 1918, betreffend
Kauf, Verkauf und Transport von Gespann-,
Rutz-, Zucht- und Weidevieh.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden
Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu
Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Revu l'arrêté grand-ducal du 17 mars 1917, concernant l'achat, la vente et le transport du bétail de trait, de rente, d'élevage et de pâturage;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Le bétail d'élevage, de trait, de rente et de pâ uragé de l'espèce bovine ainsi que les pores d'élevage ou de rente d'un poids vif de plus de 20 kg. ne pourront être vendus ou aliénés, sauf ce qui est statué à l'art. 2, qu'après une déclaration préalable à l'Office d'achat et de répartition et qu'avec l'autorisation de ce dernier.

Les préposés aux registres du bétail ne pourront délivrer aucune autorisation de transport si ce n'est sur le vu de cette autorisation.

Si les besoins de l'approvisionnement général l'exigent, l'Office pourra acquérir, en vue de l'abatage, les animaux déclarés, et ce sur la base des prix fixés pour le bétail de boucherie. Ce droit ne s'applique pas aux taureaux admis à la saillie, aux vaches et génisses de marque destinées à l'élevage, aux vaches arrivées à une période avancée de la gestation, ni aux vaches bonnes laitières.

Art. 2. Le bétail de trait, d'élevage, de rente et de pâturage de l'espèce bovine peut être exposé aux foires pourvu que le pétenteur des animaux soit, pour chaque tête de bétail, en

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 17. März 1917, betreffend Kauf, Verkauf und Transport von Gespann, Kuh, Zucht- und Weidevieh;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866 über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Kronrat;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Zucht-, Gespann-, Kuh- und Weidevieh der Hornviehsgattung sowie Zucht- und Kuhschweine im Lebendgewicht von mehr als 20 kg dürfen nur nach vorheriger Anmeldung bei der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale und mit deren Genehmigung verkauft oder veräußert werden, unbeschadet der Bestimmungen unter Art. 2.

Die Viehregister ihrer büßen Tran. portberechtigungen nur auf Sicht dieser Genehmigung ausstellen.

Wenn die Bedürfnisse der allgemeinen Fleischversorgung es erfordern, kann die Zentrale das angemeldete Vieh zu Schlachtoperten auf Grund der für Schlachtwie festgesetzten Preise übernehmen. Dieses Recht erstreckt sich nicht auf Zuchtiere, Kühe und Färsen von hohem Zuchtwert, hochträgliche Kühe und gute Milchkühe.

Art. 2. Der Auftrieb von Gespann-, Kuh-, Zucht- und Weidevieh der Hornviehsgattung auf Jahrmärkten ist gestattet, vorausgesetzt, daß der Inhaber der Tiere für jedes Stück im Besitz

possession d'un permis de foire délivré par le préposé aux registres de bétail du lieu d'origine.

Le permis de foire sert d'autorisation de transport à la foire et de vente; il n'est valable pour le transport que le jour de la foire et la veille.

En cas de vente, l'acheteur en doit faire la déclaration au préposé aux registres du bétail du lieu de la foire et se faire délivrer par lui, contre remise du permis de foire, une nouvelle autorisation de transport; un double de cette autorisation sera adressé par le préposé aux registres du lieu de la foire au préposé aux registres du lieu de destination.

Le préposé aux registres du lieu de la foire adressera à l'Office d'achat et de répartition, le lendemain de la foire, une liste des animaux y vendus.

Art. 3. Les détenteurs d'animaux des catégories visées à l'art. 1^{er} ne peuvent les vendre ni abattre qu'après les avoir eu en possession pendant dix semaines au moins, sauf dispense de la part de l'Office en des cas exceptionnels dûment motivés, et sauf la vente comme bétail de boucherie aux commissionnaires de l'État; les acquéreurs de bétail des mêmes catégories ne pourront de même l'aliéner ni abattre qu'après un délai de dix semaines au moins à partir de la livraison effective et sauf les exceptions visées ci-avant. Les déclarations à faire à l'Office, conformément à l'art. 1^{er}, devront mentionner la durée pendant laquelle les animaux sont en possession du déclarant. La même indication devra être fournie aux préposés aux registres du bétail lors de la délivrance du permis de foire; elle sera inscrite sur le permis.

einer vom Viehregisterführer des Herkunftsortes ausgestellten Marktberechtigung ist.

Die Marktberechtigung dient als Transportberechtigung und zum Markt als Verkaufsberechtigung; sie ist nur gültig für den Tag des Jahrmarktes selbst, sowie für den Tag vor dem Jahrmarkt.

Findet der Verkauf statt, so muß der Käufer dem Viehregisterführer der Ortschaft, wo der Jahrmarkt stattfindet eine diesbezügliche Anzeige erstatten und sich gegen Abgabe der Marktberechtigung einen neuen Transportchein ausstellen lassen; ein Duplikat dieser Transportberechtigung ist vom Viehregisterführer der Ortschaft, wo der Jahrmarkt stattfindet, an den Viehregisterführer des Wohnsitzes des Käufers abzusenden.

Der Viehregisterführer der Ortschaft, wo der Jahrmarkt stattfindet, hat der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungs-Zentrale am Tage nach dem Jahrmarkt ein Verzeichnis der dort verkauften Tiere einzusenden.

Art. 3. Die Inhaber von Tieren der in Art. 1 erwähnten Arten dürfen dieselben erst, nachdem sie mindestens zehn Wochen in ihrem Besitz waren, veräußern oder ab Schlachten, es sei denn, daß die Zentrale in begründeten Ausnahmefällen eine diesbezügliche Ermächtigung erteilt oder daß dieselben als Schlachtvieh an die Staatlichen Kommissionare veräußert werden. Die Käufer von Tieren derselben Arten dürfen dieselben ebenfalls erst nach Ablauf einer Frist von mindestens zehn Wochen vom Tage der tatsächlichen Lieferung an gerechnet, außer in den vorerwähnten Ausnahmefällen, veräußern oder ab Schlachten. Die der Zentrale gemäß Art. 1 zu erstattenden Anzeigen müssen die Dauer angeben, während welcher die Tiere im Besitz des Antragstellers sind. Dieselbe Angabe muß den Viehregisterführern bei Ausstellung der Marktberechtigung gemacht werden; dieselbe wird in die Marktberechtigung eingetragen.

Art. 4. L'arrêté grand-ducal du 17 mars 1917 prévu est abrogé.

Pour le surplus, la réglementation existante sur la matière est maintenue pour autant qu'il n'y est pas dérogé par les dispositions qui précèdent; il en est ainsi spécialement de l'arrêté grand-ducal du 20 mai 1916 prescrivant la tenue de registres de bétail et des arrêtés modificatifs, ainsi que des arrêtés concernant les abatages privés.

Art. 5. Les infractions et tentatives d'infraction aux dispositions du présent arrêté ou aux prescriptions des arrêtés à prendre pour en assurer l'exécution, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement.

La confiscation de l'objet de l'infraction sera ordonnée.

Art. 6. Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial* et entrera en vigueur le 5 juillet 1918.

Château de Berg, le 28 juin 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
J. FABER.
M. KOHN.

Arrêté du 28 juin 1918, portant modification de l'arrêté du 16 mars 1918, concernant le commerce du bétail de boucherie ainsi que la fixation de prix maxima.

LE GOUVERNEMENT EN CONSEIL:

Vu l'arrêté grand-ducal du 20 mai 1916, concernant le commerce du bétail de boucherie ainsi que la fixation de prix maxima;

Art. 4. Der vorerwähnte Großh. Beschluß vom 17. März 1917 ist abgeschafft.

Im Übrigen bleibt die einschlägige Regulierung bestehen, soweit nicht durch vorstehende Bestimmungen anders verfügt ist, namentlich der Großh. Beschluß vom 20. Mai 1916, wodurch die Führung der Viehregister angeordnet wird und dessen Abänderungsbeschlüsse sowie die Beschlüsse, betreffend Hansschlachtungen.

Art. 5. Zuwiderhandlungen und Versuche von Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Beschlusses oder gegen die Vorschriften der Ausführungsbeschlüsse werden mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr., oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Die Einziehung des Gegenstandes der Zuwiderhandlung wird angeordnet.

Art. 6. Unser General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt, der im „Memorial“ veröffentlicht wird, und am 5. Juli 1918 in Kraft tritt.

Schloß Berg, den 28. Juni 1917.

Marie Adelhelf.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
J. Faber.
M. Kohn.

Beschluß vom 28. Juni 1918, wodurch der Beschluß vom 16. März 1918, betreffend den Handel mit Schlachtvieh sowie die Festsetzung von Höchstpreisen, abgeändert wird.

Die Regierung im Conseil;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 20. Mai 1916, betreffend den Handel mit Schlachtvieh sowie die Festsetzung von Höchstpreisen;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 28 novembre 1914, concernant la fixation du prix maximum de vente des objets de première nécessité;

Revu l'arrêté du 16 mars 1918, concernant le commerce du bétail de boucherie ainsi que la fixation de prix maxima;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les art. 4, 5 et 6 de l'arrêté du 16 mars 1918 prévisé sont modifiés comme suit :

« Art. 4. — Pour la vente de bovins au poids vif, les prix sont fixés comme suit :

« a) pour bétail fin gras (première qualité), jusqu'à 375 fr. les 100 kg.;

« b) pour bétail de bonne qualité (deuxième qualité), jusqu'à 320 fr. les 100 kg.;

« c) pour bétail de qualité inférieure (troisième qualité, à vendre à l'étal de basse boucherie), jusqu'à 200 fr. les 100 kg.;

« d) pour veaux à croupe de poulain, jusqu'à 4,10 fr. par kg., avec déduction de poids de 2 kilogrammes;

« e) pour veaux de qualité moyenne, jusqu'à 3,60 fr. par kg., avec déduction de poids de 2 kilogrammes.

« Art. 5. — Les prix indiqués sous a, b et c de l'art. 4 s'entendent :

« a) sans réduction de poids, si le contrat de vente stipule un jeûne de 18 heures (ni matière solide, ni liquide);

« b) avec réduction de 8 % du poids vif pour les taureaux, les bœufs et les génisses et de 10 % du poids vif pour les vaches, si, suivant convention, la ration normale a été distribuée jusqu'au moment du pesage.

« Art. 6. — Pour la vente de bovins au poids net, les prix sont fixés comme suit :

Nach Einsicht des Art. 1 des Gesetzes vom 28. November 1914, betreffend Festsetzung von Höchstverkaufspreisen gewisser Bedarfsgegenstände;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 16. März 1918, betreffend den Handel mit Schlachtvieh sowie die Festsetzung von Höchstpreisen;

Beschließt:

Art. 1. Die Art. 4, 5 und 6 des vorerwähnten Beschlusses vom 16. März 1918 sind abgeändert wie folgt:

„Art. 4. — Beim Verkauf von Rindvieh nach Lebendgewicht sind die Preise festgesetzt wie folgt:

„a) für ausgewähltes Vieh (1. Qualität) bis höchstens 375 Fr. pro 100 Kilogramm;

„b) für Vieh von guter Qualität (2. Qualität) bis höchstens 320 Fr. pro 100 Kilogramm;

„c) für Vieh von minderwertiger Qualität (3. Qualität, auf der Freibank zu verkaufen), bis höchstens 200 Fr. pro 100 Kilogramm;

„d) für Kälber, Doppellender, bis höchstens 4,10 Fr. pro Kilogramm, mit einem Eingewicht von 2 Kilogramm;

„e) für Kälber von Durchschnittsqualität, bis höchstens 3,60 Fr. pro Kilogramm, mit einem Eingewicht von 2 Kilogramm.“

„Art. 5. — Die unter a), b) und c) des Art. 4 vorgesehenen Preise verstehen sich:

„a) ohne Eingewicht, falls im Kaufvertrag ein 18stündiges Fasten der Tiere (ohne feste und flüssige Stoffe), vereinbart wurde;

„b) mit 8 % Eingewicht für Stiere, Ochsen und Rinder und mit 10 % Eingewicht für Kühe, falls nach Vereinbarung die normale Ration bis zum Abwägen verabreicht wurde.“

„Art. 6. — Beim Verkauf von Rindvieh nach Schlachtgewicht sind die Preise festgesetzt wie folgt:

»a) pour bétail fin gras (1^{re} qualité), jusqu'à
» 375 fr. les 50 kg.;

»b) pour bétail de bonne qualité (2^e qualité),
» jusqu'à 310 fr. les 50 kg.;

»c) pour bétail de qualité inférieure (3^e qualité,
» à vendre à l'étal de basse boucherie), jusqu'à
» 165 fr. les 50 kg.»

Art. 2. Pour le surplus, l'arrêté du 16 mars
1918 prévu est maintenu.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mé-*
morial et entrera en vigueur le 5 juillet 1918.

Luxembourg, le 28 juin 1918.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.

L. MOUTRIER

A. LEFORT.

J. FABER.

M. KOHN.

**Arrêté du 28 juin 1918, concernant la fixation
de prix maxima pour le débit en détail de la
viande.**

LE GOUVERNEMENT EN CONSEIL;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 28 novembre 1914,
concernant la fixation du prix maximum de
vente des objets de première nécessité;

Vu l'arrêté grand-ducal du 30 juin 1917,
portant modification de l'arrêté grand-ducal du
14 août 1916, concernant le commerce, la con-
sommation et le transport des produits de bou-
cherie;

Revu l'arrêté du 16 mars 1918, concernant
la fixation de prix maxima pour le débit en
détail de la viande;

Arrête:

„a) für ausgemästetes Vieh (1. Qualität), bis
„höchstens 375 Fr. pro 50 Kilogramm Schlacht-
„gewicht;

„b) für Vieh von guter Qualität (2. Qualität),
„bis höchstens 310 Fr. pro 50 Kilogramm Schlacht-
„gewicht;

„c) für Vieh von minderwertiger Qualität
„(3. Qualität, auf der Freibank zu verkaufen) bis
„höchstens 165 Fr. pro 50 Kilogramm Schlacht-
„gewicht.“

Art. 2. Im Übrigen bleibt der vorerwähnte
Beschluss vom 16. März 1918 in Kraft.

Art. 3. Dieser Beschluss wird im „Memorial“
veröffentlicht und tritt am 5. Juli 1918 in
Kraft.

Luxemburg, den 28. Juni 1918.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.

L. Moutrier.

A. Lefort.

J. Faber.

M. Kohn.

**Beschluss vom 28. Juni 1918, betreffend die
Festsetzung von Höchstpreisen für den Klein-
verkauf von Fleisch.**

Die Regierung im Conseil:

Nach Einsicht des Art. 1 des Gesetzes vom 28.
November 1914, betreffend die Festsetzung von
Höchstverkaufspreisen gewisser Nahrungsgegen-
stände;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 30.
Juni 1917, wodurch der Großh. Beschluss vom
14. August 1916, betreffend Handel, Verbrauch
und Transport von Fleischwaren abgeändert
wird;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 16. März
1918, betreffend die Festsetzung von Höchstpreisen
für den Kleinverkauf von Fleisch;

Beschließt:

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 1^{er} de l'arrêté prévu du 16 mars 1918, les prix maxima pour le débit en détail de la viande des espèces ci-après sont fixés par demi-kilogramme comme suit:

1 ^{re} Viande de veau:	Gr. I, fr.	Gr. II fr.
a) poitrine et collet	2.90	2.85
b) épaule et côtes basses, cuisseau, rognon et côtes couvertes	3.00	2.95
2 ^o Viande de bœuf:		
a) pot au feu: gros bout de poi- trine, collier, jambe et flanchet, 1 ^{re} qual.	3.10	3.05
2 ^e qual.	2.80	2.75
b) épaule, plat de côtes couvert et découvert, roastbeef, aloyau et cu- lotte	1 ^{re} qual. 3.20	3.15
2 ^e qual.	2.90	2.85
c) filet complet	1 ^{re} qual. 4.40	4.35
2 ^e qual.	4.10	4.05
d) filet découpé	1 ^{re} qual. 4.90	4.85
2 ^e qual.	4.60	4.55

La fixation de la qualité de la viande de bœuf incombe à l'inspecteur des viandes.

Les viandes de bœuf de 1^{re} et de 2^e qualité ne peuvent être vendues simultanément dans un même étal.

e) suif	4.75	4.70
f) graisse des rognons	4.20	4.15
g) graisse des abats	3.50	3.45

Art. 2. Pour le surplus, l'arrêté du 16 mars 1918 prévu est maintenu, et les sanctions y prévues sont applicables en cas de demande ou d'acceptation de prix supérieurs aux prix maxima ci-dessus ou en cas de vente simul- tanée de viande de bœuf de 1^{re} et de 2^e qualité.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au

Art. 1. In Abweichung von Art. 1 des vor- erwähnten Beschlusses vom 16. März 1918 sind die Höchstpreise für den Kleinverkauf von Fleisch der nachstehenden Arten pro ½ Kilogramm fest- gesetzt wie folgt:

1. Kalbfleisch:	Gr. I, Fr.	Gr. II Fr.
a) Brust und Halsstücke	2.90	2.85
b) Bug- u. Rippenstücke, Braten		
u. 6 Vorderrippen	3.00	2.95
2. Rindfleisch:		
a) Suppenfleisch: Brust, Hals, Wein, Bauchlappen	1. Qual. 3.10	3.05
2. Qual.	2.80	2.75
b) Bug- u. Rippenstücke, Roastbeef und Bratfleisch	1. Qual. 3.20	3.15
2. Qual.	2.90	2.85
c) Filet im Ganzen .	1. Qual. 4.40	4.35
2. Qual.	4.10	4.05
d) Filet im Kleinen	1. Qual. 4.90	4.85
2. Qual.	4.60	4.55

Die Bezeichnung der Qualität des Rindfleisches hat durch den Fleischbeschauer zu erfolgen.

Der Verkauf von Rindfleisch 1. und 2. Qua- lität darf nicht gleichzeitig in ein und demselben Fleischverkaufsladen erfol en.

e) Mindertalg	4.75	4.70
f) Mindernierenfett	4.20	4.15
g) Darmfett	3.50	3.45

Art. 2. Im Übrigen bleibt der vorerwähnte Beschluß vom 16. März 1918 in Kraft und sind die darin vorgesehenen Strafen anwendbar, falls ein höherer Preis als die oben festgesetzten Höchst- preise gefordert oder angenommen wird oder falls Rindfleisch 1. und 2. Qualität gleichzeitig verkauft wird.

Art. 3. Dieser Beschluß wird im „Memorial“

Mémorial et entrera en vigueur le 5 juillet 1918.

Luxembourg, le 28 juin 1918.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
J. FABER.
M. KOHN.

Arrêté du 28 juin 1918, portant modification de l'arrêté du 16 mars 1918, concernant la cession obligatoire de certains produits de boucherie aux communes.

LE GOUVERNEMENT EN CONSEIL;

Vu l'arrêté grand-ducal du 20 mai 1916, conférant au Gouvernement un droit de préemption sur le bétail de boucherie, les vivres et les objets d'un usage quotidien ou de première nécessité pour lesquels des prix maxima sont ou seront fixés;

Revu l'arrêté du 16 mars 1918, concernant la cession obligatoire de certains produits de boucherie aux communes;

Arrête:

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 4 de l'arrêté du 16 mars 1918 prévisé, les prix auxquels les communes reprendront les produits ci-après sont fixés comme suit par demi-kilogramme:

	Gr. I. fr.	Gr. II fr.
1 ^o graisse des rognons	4,15	4,10.
2 ^o graisse des abats	3,45	3,10.
3 ^o suif	4,70	4,65.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et entrera en vigueur le 5 juillet 1918.

Luxembourg, le 28 juin 1918.

Les membres du Gouvernement

L. KAUFFMAN.
L. MOUTRIER.
A. LEFORT.
J. FABER.
M. KOHN.

veröffentlicht und tritt am 5. Juli 1918 in Kraft.

Luxemburg, den 28. Juni 1918.

Die Mitglieder der Regierung:

L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
J. Faber.
M. Kohn.

Beschluß vom 28. Juni 1918, wodurch der Beschluß vom 16. März 1918, betreffend zwingende Abgabe gewisser Fleischwaren an die Gemeinden, abgeändert wird.

Die Regierung im Conseil;

Nach Einsicht des Groß. Beschlusses vom 20. Mai 1916, wodurch der Regierung ein Vorkaufsrecht zugestanden wird auf Schlachtvieh, Lebensmittel und notwendige Verbrauchsgegenstände, für welche Höchstpreise festgesetzt sind oder noch festgesetzt werden;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 16. März 1918, betreffend die zwingende Abgabe gewisser Fleischwaren an die Gemeinden;

Beschließt:

Art. 1. In Abweichung von Art. 4 des vorerwähnten Beschlusses vom 16. März 1918 sind die Preise, zu denen die Gemeindeverwaltungen die nachstehenden Produkte übernehmen, pro ½ Kilogramm festgesetzt wie folgt:

	Gr. I. fr.	Gr. II fr.
1. Minderriemenfett (roh).....	4.15	4.10
2. Darmfett (roh).....	3.45	3.40
3. Minderriemg.....	4.70	4.65

Art. 2. Dieser Beschluß wird im „Mémorial“ veröffentlicht und tritt am 5. Juli 1918 in Kraft.

Luxemburg, den 28. Juni 1918.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.
L. Moutrier.
A. Lefort.
J. Faber.
M. Kohn.

Arrêté grand-ducal du 28 juin 1918, concernant le relaiement à prix réduit de la viande.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'arrêté du 28 juin 1918, concernant la fixation de prix maxima pour le débit en détail de la viande;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'État supportera 25 %, sur le prix de vente en détail de la viande relaiée à la population dans les limites de la ration légale, ce prix calculé au taux moyen et uniforme du 3 francs le demi-kilogramme.

Art. 2. Bénéficieront de l'avantage prévu à l'article qui précède les ménages dont le chef resp. le chef et les membres figurent au rôle d'impôt mobilier de l'année 1918: pour un revenu global inférieur à 3000 fr. s'il s'agit de ménages composés d'une seule personne; pour un revenu global inférieur à 4000 fr. s'il s'agit de ménages composés de deux ou de trois personnes; pour un revenu global inférieur à 5000 fr. s'il s'agit de ménages composés de quatre ou de cinq personnes; pour un revenu global inférieur à 6000 fr. s'il s'agit de ménages composés de six ou de sept personnes; pour un revenu global inférieur à 7000 fr. s'il s'agit de ménages composés de huit personnes ou de plus personnes.

Großh. Beschluß vom 28. Juni 1918, betreffend die Abgabe des Fleisches zu ermäßigten Preisen.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 28. Juni 1918, betreffend die Festsetzung von Fleischhöchstpreisen im Kleinverkauf;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Der Staat übernimmt 25 % des Kleinverkaufspreises des an die Bevölkerung im Rahmen der gesetzlichen Ration ab gegebenen Fleisches und zwar auf Grund eines durchschnittlichen Einheitspreises von 3 Fr. das ½ kg.

Art. 2. Die in vorstehendem Artikel vorgesehene Preisermäßigung steht den Haushalten zu, deren Haupt bzw. deren Haupt und Angehörige in die Mobiliarsteuerrolle des Jahres 1918 eingetragen sind: mit einem Gesamteinkommen von weniger als 3000 Fr., falls der Haushalt aus einer Person besteht; mit einem Gesamteinkommen von weniger als 4000 Fr., falls der Haushalt aus zwei oder drei Personen besteht; mit einem Gesamteinkommen von weniger als 5000 Fr., falls der Haushalt aus vier oder fünf Personen besteht; mit einem Gesamteinkommen von weniger als 6000 Fr., falls der Haushalt aus sechs oder sieben Personen besteht; mit einem Gesamteinkommen von weniger als 7000 Fr., falls der Haushalt aus acht oder mehr Personen besteht.

Si l'intéressé possède des revenus mobiliers et immobiliers ou seulement des revenus immobiliers, 1 fr. de revenu cadastral de propriété bâtie ou non bâtie est compté pour 3 fr. de revenu mobilier.

Art. 3. En vue de l'application du présent arrêté, il sera procédé à un recensement des ménages, lesquels seront obligés de déclarer, dans le délai qui sera déterminé par le Gouvernement, séparément pour chaque membre, le revenu mobilier et immobilier imposé ainsi que les nom et prénoms de tous les membres du ménage, en se servant des formulaires mis à leur disposition par les soins du Gouvernement.

Tous les changements survenant ultérieurement dans la composition des ménages ou des revenus imposés doivent être déclarés sans retard aux administrations communales affectées.

Art. 4. Le bénéfice décrété aux art. 1^{er} et 2 aura effet à partir du 5 juillet 1918.

Art. 5. La mise en œuvre du présent arrêté sera réglée par le Gouvernement chargé de prendre toutes les mesures d'exécution.

Art. 6. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 3000 fr., ou d'une de ces peines, quiconque sera sciemment d'une manière fausse ou incomplète les déclarations prescrites à l'art. 3, al. 1, ou omettra de faire celles prescrites à l'al. 2; sera puni d'une amende de 26 à 1000 fr. quiconque par négligence aura fait des déclarations fausses ou incomplètes ou omis de faire les déclarations prescrites.

Les contrevenants seront en outre exclus des bénéfices du présent arrêté; seront également privés de ces bénéfices ceux qui auront aliéné ou tenté d'aliéner de la viande acquise dans les conditions du présent arrêté.

Verfügt der Betreffende über Mobilien- und Immobilienrenten oder nur über Immobilienrenten, so wird ein Franken Katastral-ertrag von bebautem oder unbebautem Eigentum für 3 Fr. Mobilienrenten angerechnet.

Art. 3. Zur Ausführung dieses Beschlusses wird eine Zählung der Haushalte vorgenommen; letztere sind verpflichtet, innerhalb der von der Regierung zu bestimmenden Frist, für jedes Haushaltsmitglied einzeln, das bestehende Mobilien- und Immobilienrenten sowie Namen und Vornamen aller Haushaltsangehörigen mittels der von der Regierung zur Verfügung gestellten Formulare anzuzeigen.

Alle in der Folge eintretenden Veränderungen in der Zusammensetzung der Haushalte oder der besteuerten Einnahmen müssen unverzüglich bei den zuständigen Gemeindeverwaltungen angezeigt werden.

Art. 4. Die durch Art. 1 und 2 angeordnete Preisermäßigung hat Wirkung vom 5. Juli 1918.

Art. 5. Die Ausführung dieses Beschlusses wird von der Regierung geregelt, welche mit allen Ausführungsmaßnahmen beauftragt ist.

Art. 6. Mit Gefängnis von acht Tagen bis zu sechs Monaten und Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen wird bestraft, wer die in Art. 3, Absatz 1 vorgeschriebenen Anzeigen vorsätzlich falsch oder unvollständig abgibt oder es unterläßt, die in Absatz 2 vorgeschriebenen Anzeigen zu erstatten; mit einer Geldstrafe von 26 bis zu 1000 Fr. wird bestraft, wer fahrlässig falsche oder unvollständige Anzeigen macht oder es unterläßt, die vorgeschriebenen Anzeigen zu erstatten.

Zu widerhandelnde werden außerdem von den Vorteilen dieses Beschlusses ausgeschlossen; desgleichen gehen dieser Vorteile diejenigen verlustig, welche in den Bedingungen dieses Beschlusses erworbenes Fleisch veräußert oder zu veräußern versucht haben.

Art. 7. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Château de Berg, le 28 juin 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.

L. MOUTRIER.

A. LEFORT.

J. FABER.

M. KOHN.

Arrêté grand-ducal du 28 juin 1918, portant modification de l'arrêté grand-ducal du 11 mai 1918, concernant le relassement à prix réduits de certaines denrées.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.:

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Revu l'arrêté grand-ducal du 11 mai 1918, concernant le relassement à prix réduits de certaines denrées;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'alinéa 1^{er} de l'art. 2 de l'arrêté prévisé du 11 mai 1918 est remplacé par la disposition suivante:

« Bénéficieront de l'avantage prévu à l'article qui précède les ménages dont le chef resp. le chef et les membres figurent au rôle d'impôt mobilier de l'année 1918: pour un revenu global inférieur à 3000 fr., s'il s'agit de ménages composés d'une seule personne; pour un revenu global inférieur à 4000 fr., s'il s'agit de ménages

Art. 7. Dieser Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Schloß Berg, den 28. Juni 1918.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.

L. Moutrier.

A. Lefort.

J. Faber.

M. Kohn.

Großh. Beschluß vom 28. Juni 1918, wodurch der Großh. Beschluß vom 11. Mai 1918, betreffend die Abgabe gewisser Nahrungsmittel zu ermäßigten Preisen abgeändert wird.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 11. Mai 1918, betreffend die Abgabe gewisser Nahrungsmittel zu ermäßigten Preisen;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866 über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Absatz 1 des Art. 2 des vorerwähnten Beschlusses vom 11. Mai 1918 ist durch nachfolgende Bestimmung ersetzt:

„Die in vorstehendem Artikel vorgesehene Preisermäßigung steht den Haushalten zu, deren Haupt bezw. deren Haupt und Angehörige in die Mobiliarsteuerrolle des Jahres 1918 eingetragen sind: mit einem Gesamteinkommen von weniger als 3000 Fr., falls der Haushalt aus einer Person besteht; mit einem Gesamteinkommen

composés de deux ou de trois personnes; pour un revenu global inférieur à 5000 fr., s'il s'agit de ménages composés de quatre ou de cinq personnes; pour un revenu global inférieur à 6000 fr., s'il s'agit de ménages composés de six ou de sept personnes; pour un revenu global inférieur à 7000 fr., s'il s'agit de ménages composés de huit personnes ou de plus de personnes.»

Art. 2. Pour le surplus, l'arrêté grand-ducal du 11 mai 1918 est maintenu.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Château de Berg, le 28 juin 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,

L. KAUFFMAN.

L. MOUTRIER,

A. LEFORT.

J. FABER.

M. KOHN.

Arrêté du 28 juin 1918, concernant les prix maxima de vente des peaux de bovins, chevaux, poulains, moutons, agneaux et chèvres.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu l'arrêté grand-ducal du 18 novembre 1916, concernant la saisie des peaux de bovidés et l'arrêté grand-ducal du 5 juillet 1917, concernant la saisie des peaux de chevaux, poulains, moutons, agneaux, chèvres et chevreaux;

Revu l'arrêté du 18 novembre 1916, pris en exécution de l'arrêté grand-ducal du même jour, ordonnant la saisie des peaux de bovins;

Revu l'arrêté du 11 août 1917 pris en exécution de l'arrêté grand-ducal du 5 juillet 1917

kommen von weniger als 4000 Fr., falls der Haushalt aus zwei oder drei Personen besteht; mit einem Gesamteinkommen von weniger als 5000 Fr., falls der Haushalt aus vier oder fünf Personen besteht; mit einem Gesamteinkommen von weniger als 6000 Fr., falls der Haushalt aus sechs oder sieben Personen besteht; mit einem Gesamteinkommen von weniger als 7000 Fr., falls der Haushalt aus acht oder mehr Personen besteht."

Art. 2. Im Ubrigen bleibt der vorerwähnte Großh. Beschluß vom 11. Mai 1918 in Kraft.

Art. 3. Dieser Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Schloß Berg, den 28. Juni 1918.

Maria Adelsheid.

Die Mitglieder der Regierung,

L. Kauffman.

L. Moutrier.

A. Lefort.

J. Faber.

M. Kohn.

Beschluß vom 28. Juni 1918, betreffend Festsetzung der Höchstverkaufspreise für Häute von Rindvieh, Pferden, Füllen, Schafen, Lämmern und Ziegen.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 18. November 1916, betreffend Beschlagnahme der Rindviehhäute und des Großh. Beschlusses vom 5. Juli 1917, betreffend Beschlagnahme der Häute von Pferden, Füllen, Schafen, Lämmern, Ziegen und Zicklein;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 18. November 1916, zur Ausführung des Großh. Beschlusses vom selben Tage, betreffend Beschlagnahme der Rindviehhäute;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 11. August 1917, zur Ausführung des vorerwähnten Be-

prévisé, et modifié par l'arrêté du 19 avril 1918;

Vu la loi du 28 novembre 1914, concernant la fixation du prix maximum de vente des objets de première nécessité;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 1^{er} de l'arrêté du 18 novembre 1916 prévisé et à l'art. 1^{er} de l'arrêté du 11 août 1917 également prévisé, modifié par l'arrêté du 19 avril 1918, les prix maxima de vente des peaux des espèces spécifiées ci-après sont fixés comme suit:

A. Peaux de bovidés.

- a) pour peaux de taureaux pesant plus de 30 kg., à fr. 4,90 le kg.;
- b) pour peaux de taureaux pesant 30 kg. ou moins, et pour peaux de breufs, de vaches et de génisses, à fr. 5,25 le kg.;
- c) pour peaux de veaux sans tête et à courtes pattes, à fr. 5,25 le kg.;
- d) pour peaux de veaux avec tête ou pattes, à fr. 4,90 le kg.

Pour les peaux de gros bétail sans tête ni pattes, les prix ci-dessus seront augmentés de 10 %.

B. Peaux de chevaux et poulains.

- a) pour peaux de chevaux pesant plus de 18 kg., à fr. 4,90 le kg.;
- b) pour peaux de chevaux pesant 18 kg. ou moins, à 4,55 le kg.;
- c) pour peaux de poulains, à 4,90 le kg.

C. Peaux de moutons, d'agneaux et de chèvres.

- a) pour peaux de moutons et d'agneaux à l'état salé, à fr. 3,65 le kg.;
- b) pour peaux de moutons et d'agneaux à l'état sec, à 8,40 le kg.;

schlusses vom 5 Juli 1917, abgeändert durch Beschluß vom 19 April 1918;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 28. November 1914, betreffend Festsetzung von Höchstverkaufspreisen für gewisse Bedarfsgegenstände;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Beschließt:

Art. 1. In Abweichung zu Art. 1 des vorerwähnten Beschlusses vom 18. November 1916 und zu Art. 1 des ebenfalls vorerwähnten Beschlusses vom 11. August 1917, abgeändert durch Beschluß vom 19. April 1918, sind die Höchstverkaufspreise für Häute nachbezeichneter Tierarten festgesetzt wie folgt:

A. Rindviehhäute.

- a) für Stierhäute von mehr als 30 kg Gewicht, Fr. 4,90 pro kg.;
- b) für Stierhäute von 30 kg oder weniger und für Ochsen-, Kuh- und Färsehhäute, Fr. 5,25 pro kg.;
- c) für Kalbfelle ohne Kopf und Füße, Fr. 5,25 pro kg.;
- d) für Kalbfelle mit Kopf oder Füßen, Fr. 4,90 pro kg.

Für Großviehhäute ohne Kopf und Füße werden obige Preise um 10 % erhöht.

B. Häute von Pferden und Füllen.

- a) für Pferdehäute von mehr als 18 kg Gewicht auf Fr. 4,90 pro kg.;
- b) für Pferdehäute von 18 kg oder weniger, auf Fr. 4,55 pro kg.;
- c) für Füllenhäute auf Fr. 4,90 pro kg.

C. Schaf-, Lämmer- u. Ziegenfelle.

- a) für Schaf- und Lämmerfelle in gefalzenem Zustand, auf Fr. 3,65 pro kg.;
- b) für Schaf- und Lämmerfelle in trockenem Zustand, auf Fr. 8,40 pro kg.;

c) pour peaux de chèvres, par peau pesant $1\frac{1}{4}$ kg. ou plus, à fr. 14,00.

d) pour peaux de chèvres, par peau pesant plus de 1 kg. et moins de $1\frac{1}{4}$ kg., à fr. 10,50.

e) pour peaux de chèvres, par peau pesant 1 kg. ou moins, à fr. 7,00.

Art. 2. Les dispositions concernant l'état des peaux, les réfections et généralement toutes autres dispositions sur la matière sont maintenues.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial* et entrera en vigueur le 5 juillet 1918.

Luxembourg, le 28 juin 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Arrêté du 29 juin 1918, portant modification de l'arrêté ministériel du 8 juin 1918 ainsi que fixation de nouveaux prix indicatifs pour certains produits maraîchers et fruits.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu l'arrêté ministériel du 8 juin 1918, portant fixation de prix indicatifs pour certains produits maraîchers et pour certains fruits;

Vu l'arrêté grand-ducal du 8 juin 1918, concernant le régime des produits maraîchers;

Vu l'arrêté grand-ducal du même jour, concernant le régime de certains fruits;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'arrêté ministériel du 8 juin 1918, portant fixation de prix indicatifs pour certains produits maraîchers et pour certains fruits, est rapporté.

Art. 2. Des prix indicatifs sont fixés provisoi-

e) für Ziegenfelle auf Fr. 14 pro Fell von $1\frac{1}{4}$ kg. oder darüber;

d) für Ziegenfelle auf Fr. 10,50 pro Fell von mehr als 1 kg. und weniger als $1\frac{1}{4}$ kg.;

e) für Ziegenfelle auf 7 Fr. pro Fell von 1 kg. oder weniger.

Art. 2. Die Bestimmungen über den Zustand der Häute, die Abzüge, usw. und im allgemeinen alle anderen einschlägigen Bestimmungen bleiben bestehen.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht und tritt am 5. Juli 1918 in Kraft.

Luxemburg, den 28. Juni 1918.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.*

Beschluß vom 29. Juni 1918, betreffend Abänderung des Ministerialbeschlusses vom 8. Juni 1918, sowie Festsetzung neuer Richtpreise für gewisse Gemüse und Obstsorten.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Nach Einsicht des Ministerialbeschlusses vom 8. Juni 1918, wodurch Richtpreise für gewisse Gemüse und Obstsorten festgesetzt wurden;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 8. Juni 1918, betreffend das Regim der Gemüse,

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom selben Tage, betreffend das Regim gewisser Obstsorten;

Nach Beratung der Regierung im Monseil;

Beschließt:

Art. 1. Der Ministerialbeschluß vom 8. Juni 1918, betreffend Festsetzung von Richtpreisen für gewisse Gemüse und Obstsorten, ist außer Kraft gesetzt.

Art. 2. Vorläufig sind für nachstehend be-

rement pour les produits maraîchers désignés ci-après, savoir:

1^o Choux-raves avec fanes, fr. 0,50 - 0,60 le demi-kilogramme;

2^o Choux de printemps et d'été, à fr. 0,30-0,40 le $\frac{1}{2}$ kg.;

3^o Choux rouges, fr. 0,30 - 0,35 le $\frac{1}{2}$ kg.;

4^o Choux frisés, fr. 0,30 - 0,35 le $\frac{1}{2}$ kg.;

5^o Carottes fines hâtives avec fanes (sucrees, parisiennes etc., à fr. 0,20 - 0,30 le $\frac{1}{2}$ kg.;

6^o Carottes fines hâtives sans fanes (sucrees, parisiennes, etc., à fr. 0,35 - 0,40 le $\frac{1}{2}$ kg.;

7^o Carottes rouges (grosses, tardives), sans fanes, à fr. 0,25 - 0,30 le $\frac{1}{2}$ k. ;

8^o Carottes jaunes et blanches sans fanes, à fr. 0,20- 0,25 le $\frac{1}{2}$ kg.;

9^o Oignons avec fanes, à fr. 0,40 - 0,60 le $\frac{1}{2}$ kg.;

10. Oignons sans fanes, à fr. 0,80- 1,00 le $\frac{1}{2}$ kg.;

11^o Échalottes avec fanes, à fr. 0,80 - 1,00 le $\frac{1}{2}$ kg.;

12^o Échalottes sans fanes, à fr. 1,00 - 1,25 le $\frac{1}{2}$ kg.;

13^o Pois avec cosses, à fr. 0,60 - 0,80 le $\frac{1}{2}$ kg.;

14^o Haricots verts, à fr. 0,60 - 0,75 le $\frac{1}{2}$ kg.;

15^o Fèves de marais, à fr. 0,60 - 0,75 le $\frac{1}{2}$ kg.;

16^o Cornichons après le 5 juillet, à fr. 0,60 - 0,75 le $\frac{1}{2}$ kg.;

17^o Tomates après le 15 août, à fr. 1,00 - 1,25 le $\frac{1}{2}$ kg.;

18^o Céleri, à fr. 0,40- 0,50 le $\frac{1}{2}$ kg.;

19^o Poireau, la pièce, à fr. 0,15 - 0,20;

20^o Betteraves rouges, la pièce, à fr. 0,10- 0,20;

21^o Navets blancs, la pièce, à fr. 0,08—0,15;

22^o Choux-fleurs jusqu'à 15 centimètres de diamètre (incl.), à fr. 1,50- 2,00;

zeichnete Gennisse Richtpreise festgesetzt, nämlich.

1. Oberkohlrabis mit Kraut, Fr. 0,50—0,60 pro $\frac{1}{2}$ kg,

2. Frühkohl, Fr. 0,20—0,25 pro $\frac{1}{2}$ kg;

3. Rottkohl, Fr. 0,25—0,30 pro $\frac{1}{2}$ kg;

4. Wirsingkohl, Fr. 0,30—0,35 pro $\frac{1}{2}$ kg;

5. Möhren, frühe, feine (Zucker, Pariser usw.) mit Kraut, Fr. 0,20—0,30 pro $\frac{1}{2}$ kg;

6. Möhren, frühe, feine (Zucker, Pariser, usw.) ohne Kraut, Fr. 0,35—0,40 pro $\frac{1}{2}$ kg;

7. Möhren, große, späte Sorten wie Mantasser usw., Fr. 0,25- 0,30 pro $\frac{1}{2}$ kg;

8. Gelbe und weiße Möhren, Fr. 0,20—0,25 pro $\frac{1}{2}$ kg;

9. Zwiebeln mit Kraut, Fr. 0,40—0,60 pro $\frac{1}{2}$ kg;

10. Zwiebeln ohne Kraut, Fr. 0,80— 1,00 pro $\frac{1}{2}$ kg;

11. Schalotten mit Kraut, Fr. 0,80—1,00 pro $\frac{1}{2}$ kg;

12. Schalotten ohne Kraut, Fr. 1,00—1,25 pro $\frac{1}{2}$ kg;

13. Erbsen in Schoten, Fr. 0,60—0,80 pro $\frac{1}{2}$ kg;

14. Grüne Bohnen, Fr. 0,60—0,75 pro $\frac{1}{2}$ kg;

15. Puffbohnen, Fr. 0,60—0,75 pro $\frac{1}{2}$ kg;

16. Wurfen (nach dem 5. Juli), Fr. 0,60—0,75 pro $\frac{1}{2}$ kg;

17. Tomaten (nach dem 15. August), Fr. 1,00— 1,25 pro $\frac{1}{2}$ kg;

18. Sellerie, Fr. 0,40—0,50 pro $\frac{1}{2}$ kg;

19. Porree, Fr. 0,15- 0,20 pro Stück;

20. Rote Kohlrüben, Fr. 0,10- 0,20 pro Stück;

21. Weiße Kohlrüben, Fr. 0,08—0,15 pro Stück;

22. Blumenkohl, mit einem Durchmesser bis zu 15 cm einschließlich, Fr. 1,50—2,00.

23° Choux-fleurs, au-dessus de 15 centimètres de diamètre, à fr. 2,50—3,00.

Art. 3. Des prix indicatifs sont également fixés pour les fruits ci-après:

1° Groseilles vertes ou à maquereau, à fr. 0,30—0,40 le $\frac{1}{2}$ litre (chopine);

2° Groseilles à grappes, à fr. 0,40—0,50 le $\frac{1}{2}$ litre (chopine);

3° Myrtilles, à fr. 0,45—0,50 le $\frac{1}{2}$ litre (chopine);

4° Cerises, à fr. 0,50—0,75 le $\frac{1}{2}$ kg.;

5° Fraises, à fr. 1,50—2,00 le $\frac{1}{2}$ kg.

Art. 4. Les produits maraîchers ne peuvent être vendus que tout préparés pour la vente suivant les usages reçus avant la guerre (art. 2 de l'arrêté grand-ducal du 8 juin 1918); ils doivent notamment être dépouillés de toutes les matières non utilisables pour la consommation (feuilles pourries ou entamées, tiges, etc.).

Art. 5. Ceux qui demanderont ou accepteront des prix supérieurs aux prix indicatifs fixés ci-avant, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 26 à 3000 fr., ou de l'une de ces peines seulement, sauf la justification à apporter par les revendeurs que le gain réalisé n'excède pas un bénéfice approprié et normal.

L'amende ne sera toutefois pas inférieure au vingtuple du dépassement, sans sortir des limites prévues à l'alinéa précédent.

Art. 6. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 29 juin 1918.

Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.

23. Blumenkohl, dessen Durchmesser mehr als 15 cm beträgt, Fr. 2,50—3,00.

Für nachstehend bezeichnete Obstsorten sind ebenfalls Richtpreise festgesetzt, nämlich:

1. Stachelbeeren, Fr. 0,30—0,40 pro $\frac{1}{2}$ Liter (Schoppen);

2. Johannisbeeren, 0,40—0,50 pro $\frac{1}{2}$ Liter (Schoppen);

3. Heidelbeeren, Fr. 0,45—0,50 pro $\frac{1}{2}$ Liter (Schoppen);

4. Kirschen, Fr. 0,50—0,75 pro $\frac{1}{2}$ kg.;

5. Erdbeeren, Fr. 1,50—2,00 pro $\frac{1}{2}$ kg.

Art. 4. Die Gemüse dürfen nur nach den feststehenden Gebräuchen marktfertig zum Verkauft angeboten werden. (Art. 2 des Großh. Beschlusses vom 8. Juni 1918); sie müssen hauptsächlich von allen zur Ernährung nicht mehr verwertbaren Stoffen (verfaulte oder beschädigte Blätter, Stengel, u. dgl.) gereinigt sein.

Art. 5. Wer höhere als die vorstehend festgesetzten Richtpreise fordert oder annimmt, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu einem Jahr und mit Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft, vorbehaltlich des von Wiederverkäufern zu erbringenden Nachweises, daß der erzielte Gewinn als angemessen und üblich geltend zu betrachten ist.

Die Geldstrafe darf jedoch nicht weniger als das Zwanzigfache der Überforderung betragen, ohne die im vorstehenden Absatz vorgesehenen Grenzen zu überschreiten.

Art. 6. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 29. Juni 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. F a b e r.

Arrêté grand-ducal du 22 juin 1918, approuvant diverses ajoutes à l'annexe C du règlement d'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu l'art. 7 du traité du 11 novembre 1902, approuvé par la loi du 3 avril 1903, concernant l'exploitation des chemins de fer Guillaume-Luxembourg;

Revu l'arrêté gr.-d. du 27 mars 1909, portant approbation du nouveau règlement d'exploitation pour les dits chemins de fer du 17-23 décembre 1908;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général des travaux publics, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Sont approuvées, sous le mérite des réserves insérées dans l'arrêté grand-ducal susdit du 27 mars 1909, les dispositions complémentaires ci-après relatives à introduire à l'annexe C du règlement précité du 17-23 décembre 1908:

Ar. 1 a. Sprengstoffe.

Eingangsbestimmungen. A. Sprengmittel.

1. Gruppe a).

In den mit „Detonit 14“ beginnenden Absatz wird vor den Worten „höchstens 10 Prozent Kalifalpetet“ eingeschaltet:
auch mit.

1. Gruppe d).

Vor dem mit „Löwenpulver“ beginnenden Absatz wird nachgetragen:

Nur während des Kriegs: Heibacher Sprengfalpetet (Gemenge von 65 bis 80 Prozent Nitronfalpetet und 35 bis 20 Prozent Holzkohle, auch mit ganzlichem oder teilweisem Ersatz des Nitronfalpeters durch Kalifalpetet.

Großh. Beschluß vom 22. Juni 1918, wodurch verschiedene Ergänzungen der Anlage C zum Betriebsreglement (Verkehrsordnung) der Wilhelm = Luxemburg = Eisenbahnen genehmigt werden.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Art. 7 des Vertrags vom 11. November 1902, genehmigt durch Gesetz vom 3. April 1903, den Betrieb der Wilhelm-Luxemburg-Eisenbahnen betreffend;

Nach Wiedereinsicht des Großh. Beschlusses vom 27. März 1909, wodurch das neue Betriebsreglement (Verkehrsordnung) vom 17./23. Dezember 1908 für genannte Eisenbahnen genehmigt wird;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der öffentlichen Arbeiten, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Nachstehende Ergänzungen der Anlage C zu oben erwähnitem Betriebsreglement (Verkehrsordnung) vom 17./23. Dezember 1908 sind unter Beachtung der in vorbezogenem Beschlusse vom 27. März 1909 enthaltenen Vorbehalte genehmigt:

Beförderungsvorschriften. A. Verpackung.

Schießmittel Abteilung d).

Im Abs. (4) erster Satz wird hinter den Worten „gut verzinkt“ ein Sternchen *) und am Fuße der Seite folgende Anmerkung gesetzt:

*) Während des Krieges dürfen die Behälter auch mit unverzinkten, eisernen Nägeln verschlossen sein.

Nr. VI. Gännisfähige Stoffe.

A. Verpackung.

In der Anmerkung*) zum Abs. (2) b) wird statt „Oktober bis März einschließlich“ gesetzt: September bis Mai einschließlich.

Art. 2. Unser General-Direktor der öffentlichen Arbeiten ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 22. Juni 1918.

Maria Adelsheid.

Der General-Direktor
der öffentlichen Arbeiten,
A. Lefort.

Art. 2. Notre Directeur général des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 22 juin 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Directeur général
des travaux publics,
A. LEFORT.

Bekanntmachung. — Eisenbahnwesen.

In Gemäßheit des Schlußabfages der Vereinbarung vom 30. Juni 1893 („Memorial“ S. 323), erleichternde Vorschriften für den Eisenbahnfrachtverkehr zwischen Luxemburg und Deutschland betreffend, kommen die in der Anlage C zum vorstehenden Betriebsreglement (Verkehrsordnung) vorgesehenen Bestimmungen über bedingungsweise zur Beförderung zugelassene Gegenstände auch im luxemburgisch-deutschen Wechselverkehr zur Anwendung.

Luxemburg, den 25. Juni 1918.

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten,
A. Lefort.

Arrêté grand-ducal du 25 juin 1918, portant modification du règlement organique de l'école agricole du 29 août 1883.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Revu l'arrêté r. g.-d. du 29 août 1883, portant règlement sur l'organisation de l'école agricole d'Ettelbruck;

Notre Conseil d'État entendu;

Großh. Beschluß vom 25. Juni 1918, betreffend Abänderung des organischen Reglementes der Ackerbauschule vom 29. August 1883.

Wir Maria Adelsheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Regl.-Großh. Beschlusses vom 29. August 1883, das Reglement über die Einrichtung der Ackerbauschule zu Ettelbrück enthaltend;

Nach Anhörung Unsers Staatsrates;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les art. 62 et 63 de l'arrêté r. g.-d. du 29 août 1883, portant règlement sur l'organisation de l'école agricole d'Ettelbruck, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

Art. 62. — Les matières de l'examen sont: 1^o doctrine chrétienne (progr. de la 1^{re} classe); 2^o langue allemande et langue française; 3^o mathématiques appliquées; 4^o sciences naturelles; 5^o agronomie, zootechnie et économie rurale; 6^o géographie (progr. de la 1^{re} classe); 7^o tenue des livres (progr. de la 1^{re} classe).

Art. 63. — Les épreuves sont écrites et orales.

Les épreuves écrites comprennent: 1^o une rédaction allemande et une rédaction française roulant l'une et l'autre sur un sujet en rapport avec l'agriculture. Il y a deux heures pour chaque rédaction; 2^o des questions de chimie (1 heure); 3^o des questions de physique (1 heure); 4^o des questions de botanique (1 heure); 5^o des questions de zoologie (1 heure); 6^o des questions d'agronomie (1 heure); 7^o des questions de zootechnie (1 heure); 8^o des questions d'arithmétique agricole et de géométrie (2 heures); 9^o des questions de mécanique et de nivellement (2 heures).

L'épreuve écrite a lieu pour tous les récipiendaires simultanément.

Deux jours sont consacrés à l'épreuve écrite; il y aura chaque jour deux séances de quatre heures chacune au maximum.

Les deux premières heures du matin des deux journées sont consacrées les unes à la rédaction allemande, et les autres à la rédaction française.

Auf den Bericht Unseres General-Direktors des Ackerbaus, der Industrie und des Handels, und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Art. 62 und 63 des Kgl.-Großh. Beschlusses vom 29. August 1883, das Reglement über die Einrichtung der Ackerbauschule zu Ettelbrück enthaltend, sind abgeschafft und durch folgende Verfügungen ersetzt:

Art. 62. — Die Prüfung erstreckt sich auf folgende Unterrichtsgegenstände: 1. Religionslehre (Lehrstoff der 1. Klasse); 2. Deutsche und französische Sprache; 3. Angewandte Mathematik; 4. Naturwissenschaften; 5. Landwirtschaftslehre, Tierzuchtlehre und Betriebslehre; 6. Geographie (Lehrstoff der 1. Klasse); 7. Buchführung (Lehrstoff der 1. Klasse).

Art. 63. — Die Prüfung zerfällt in eine schriftliche und in eine mündliche.

Die schriftlichen Prüfungsarbeiten bestehen: 1. aus einem deutschen und französischen Aufsatz, beide über ein Thema, das mit der Landwirtschaft im Zusammenhang steht. Zur Abfassung eines jeden Aufsatzes sind 2 Stunden vorbehalten; 2. aus Fragen über die Chemie (1 St.); 3. aus Fragen über die Physik (1 St.); 4. aus Fragen über die Botanik (1 St.); 5. aus Fragen über die Zoologie (1 St.); 6. aus Fragen über die Landwirtschaftslehre (1 St.); 7. aus Fragen über die Tierzuchtlehre (1 St.); 8. aus Fragen über das landwirtschaftliche Rechnen und die Geometrie (2 St.); 9. aus Fragen über die Mechanik und das Nivellieren (2 St.).

Die schriftliche Prüfung findet für alle Schüler gemeinschaftlich statt.

Für die schriftliche Prüfung sind 2 Tage anberaumt; jeden Tag finden 2 Sitzungen zu höchstens 4 Stunden jede statt.

Am beiden Tagen sind die 2 ersten Stunden der Vormittagsitzung dem deutschen bzw. dem französischen Aufsatz gewidmet.

Avant d'entrer en séance, la commission arrête la rédaction des questions auxquelles les récipiendaires auront à répondre dans cette séance.

Les feuilles remises aux candidats pour écrire leurs compositions sont parafées par l'un des membres de la commission.

Les récipiendaires ne pourront avoir aucune communication entre eux ni au dehors, sous peine d'exclusion; ils ne peuvent faire usage d'aucun cahier; la commission désigne, s'il y a lieu, les livres laissés à leur disposition.

Les compositions corrigées par les membres de la commission sont jugées par la commission toute entière, qui décide quels sont les candidats admis à subir l'épreuve orale.

Les suffrages d'admission sont représentés par les notes: « très bien, bien, assez bien ». Tout suffrage destiné à exprimer l'insuffisance du candidat, à quelque degré que ce soit, est représenté par la note « mal ».

L'examen oral porte sur la doctrine chrétienne, la géographie, l'économie rurale et la comptabilité; il y est consacré un jour.

Les élèves qui, à la fin du 3^e trimestre, auront obtenu un chiffre insuffisant dans l'une ou l'autre branche faisant partie de l'examen écrit, seront soumis à une épreuve orale sur ces matières.

Le résultat de l'épreuve écrite et de l'épreuve orale, ainsi que les notes trimestrielles, formeront les données pour l'appréciation de la maturité des récipiendaires, qui se traduira par les mentions: « très bien, bien, assez bien ».

Art. 2. Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce est chargé

Die während einer Sitzung zu stellenden Fragen werden unmittelbar vor derselben von der Prüfungskommission abgefaßt.

Die den Examinanden eingehändigten Blätter, auf welchen diese die Fragen der schriftlichen Prüfung zu beantworten haben, müssen von einem Mitglied der Prüfungskommission paraphiert sein.

Jeder Verkehr der Examinanden unter sich oder nach Außen zieht als Strafe die Zurückweisung von der Prüfung nach sich; sie dürfen von keinem Heft Gebrauch machen; die Kommission bestimmt eventuell die Bücher, die ihnen zur Verfügung belassen bleiben.

Die von den Mitgliedern der Kommission verbesserten Arbeiten werden von der ganzen Kommission begutachtet, die alsdann entscheidet, welche Examinanden zur mündlichen Prüfung zugelassen werden.

Für die Zulassung wird mit den Prädikaten: „sehr gut, gut, genügend“, abgestimmt; die ungenügenden Leistungen der Kandidaten, in welchem Maße es dieselben auch sein mögen, werden mit dem Prädikate „schlecht“ bezeichnet.

Die mündliche Prüfung erstreckt sich auf die Religionslehre, die Geographie, die Betriebslehre und die Buchführung; es wird derselben ein Tag gewidmet.

Die Schüler, die am Schlusse des 3. Trimesters eine ungenügende Nummer in irgend einem Fache der schriftlichen Prüfung erhalten haben, müssen sich einer mündlichen Prüfung in diesem Fach unterwerfen.

Auf Grund der Ergebnisse der schriftlichen und mündlichen Prüfung, sowie unter Berücksichtigung der vorliegenden Quartalzeugnisse, wird das Urtheil über die Reife der Examinanden durch die Prädikate: „sehr gut, gut, genügend“, festgestellt.

Art. 2. Unser General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels, ist mit der

de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 25 juin 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*
J. FABER

Arrêté du 24 juin 1918, autorisant temporairement la capture de l'écrevisse.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Revu l'arrêté du 28 juin 1889, portant interdiction temporaire de la pêche aux écrevisses;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 6 avril 1872 et l'art. 1^{er} de la loi du 7 décembre 1881, concernant la pêche;

Vu les propositions de M. le directeur des eaux et forêts;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'arrêté du 28 juin 1889, portant interdiction temporaire de la capture de l'écrevisse, est suspendu à partir du 1^{er} juillet jusqu'au 31 août prochain inclusivement.

Art. 2. La pêche à l'écrevisse ne pourra avoir lieu qu'au moyen de la balance ou du plateau.

Art. 3. Les écrevisses qui n'ont pas une longueur de 10 centimètres de la pointe de la tête à l'extrémité de la queue sont à rejeter à la rivière.

Art. 4. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*. Il sera en outre affiché dans toutes les communes du Grand-Duché.

Luxembourg, le 24 juin 1918.

Le Directeur général de l'intérieur,
M. KOHN.

Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt, welcher im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden soll.

Luxemburg, den 25. Juni 1918.

Maria Adelleid.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

Beschluß vom 24. Juni 1918, wodurch der Krebsfang zeitweilig erlaubt wird.

Der General-Direktor des Innern;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 28. Juni 1889, betreffend das zeitweilige Verbot des Krebsfanges;

Nach Einsicht des Art. 1 des Gesetzes vom 6 April 1872 und des Art. 1 des Gesetzes vom 7 Dezember 1881, über die Fischerei;

Nach Einsicht der Anträge des Hrn. Direktors der Gewässer und Forsten;

Beschließt:

Art. 1. Der Beschluß vom 28. Juni 1889, betreffend das zeitweilige Verbot des Krebsfanges, ist vom 1. Juli bis zum 31. August künftighin (einschließlich), aufgehoben.

Art. 2. Der Krebsfang kann nur mittelst des Tellergarns ausgeübt werden.

Art. 3. Krebse unter 10 cm Länge, von der Kopfspitze bis zum Schwanzende gemessen, sind unverzüglich in dasselbe Gewässer wieder einzusetzen.

Art. 4. Gegenwärtiger Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht und überdies in allen Gemeinden des Großherzogtums angeschlagen werden.

Luxembourg, den 24. Juni 1918.

Der General-Direktor des Innern,
M. K o h n.

Avis. — Administration des travaux publics.

Par arrêté grand-ducal du 22 juin 1918, ont été nommés dans l'administration des travaux publics:

I. Ingénieur: M. Adolphe *Kœner* à Luxembourg.

II. Sous-chef de service des chemins de fer vicinaux: M. Jean *Ries* à Luxembourg.

III. Conducteurs:

1^o Paul *Kutter* à Luxembourg;

2^o Paul *Rockenbrod* à Luxembourg;

3^o J.-P. *Mülheims* à Diekirch;

4^o Félix *Haentges* à Diekirch;

5^o Dominique *Even* à Wiltz;

6^o J.-P. *Brisbois* à Diekirch;

7^o François *Simon* à Luxembourg;

8^o Nicolas *Braun* à Luxembourg;

9^o Nicolas *Schammel* à Luxembourg;

10^o Georges *Langsam* à Luxembourg;

11^o Henri *Müller* à Luxembourg;

12^o Théodore *Putz* à Luxembourg.

Luxembourg, le 25 juin 1918.

Le Directeur général des travaux publics,
A. LEFORT.

Avis. — Prisons.

Par arrêté grand-ducal du 25 juin 1918, MM. Charles *Bech-Tschiderer*, industriel, Eugène *Lang*, ingénieur d'arrondissement, et Théophile *Schlitz*, commissaire de district, tous les trois demeurant à Diekirch, ont été continués pour un terme de quatre ans, à partir du 30 juin 1918, dans leurs fonctions de membres de la Commission administrative des prisons de Diekirch.

Luxembourg, le 26 juin 1918.

*Le Directeur général de la justice
et de l'instruction publique,*
L. MOUTRIER.

Bekanntmachung. — Baubewerwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 22. Juni 1918 sind in der Baubewerwaltung ernannt worden:

I. zum Ingenieur: Hr. Ad. *Kœner* zu Luxemburg.

II. Zum Unter-Dienstchef der Wizinalbahnen: Hr. Johann *Ries* zu Luxemburg.

III. Zu Conducteuren:

1. Paul *Kutter* zu Luxemburg;

2. Paul *Rockenbrod* zu Luxemburg;

3. J. P. *Mülheims* zu Diekirch;

4. Felix *Haentges* zu Diekirch;

5. Dom. *Even* zu Wiltz;

6. J. P. *Brisbois* zu Diekirch;

7. Franz *Simon* zu Luxemburg;

8. Nikolaus *Braun* zu Luxemburg;

9. Nik. *Schammel* zu Luxemburg;

10. Georg *Langsam* zu Luxemburg;

11. Heinrich *Müller* zu Luxemburg;

12. Theod. *Putz* zu Luxemburg.

Luxemburg, den 25. Juni 1918.

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten,
H. Lefort.

Bekanntmachung. — Gefängnisse.

Durch Großh. Beschluß vom 25. Juni dieses Jahres sind die HH. Karl *Bech-Tschiderer*, Industrieller, Eugen *Lang*, Bezirksingenieur und Theophil *Schitz*, Districtskommissar, alle drei wohnhaft in Diekirch, für vier weitere Jahre, vom 30. Juni 1918 ab, als Mitglieder der Verwaltungskommission der Gefängnisse zu Diekirch beibehalten worden.

Luxemburg, den 26. Juni 1918.

*Der General-Direktor der Justiz
und des öffentlichen Unterrichts,*
L. Moutrier.

Avis. — Postes.

A partir du 29 juin courant, l'administration des postes et des télégraphes mettra en circulation des timbres-poste provisoires de 2½ et 7½ centimes. Ces timbres ont été créés moyennant surcharge opérée sur des timbres à 5 ct. aux armoiries du Grand-Duché resp. à 10 ct. à l'effigie de S. A. R. la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde.

Luxembourg, le 28 juin 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
L. KAUFFMAN.*

Avis. — Maison de santé d'Ettelbruck.

Par arrêté grand-ducal du 28 juin 1918, M. le Docteur Prosper Schumacher, médecin à Ettelbruck, a été nommé membre du comité de surveillance de la Maison de santé d'Ettelbruck, en remplacement de feu M. le docteur Victor Feyder, dont il achèvera le mandat.

Luxembourg, le 29 juin 1918.

*Le Directeur général de l'intérieur,
M. KOHN.*

Avis. — Force armée.

Par arrêté grand-ducal du 8 juin ct., M. Aloyse Jacoby, sergent-major honoraire de la compagnie des volontaires, a été promu au grade de lieutenant.

Luxembourg, le 25 juin 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
L. KAUFFMAN.*

Avis. — Justice.

Par arrêté grand-ducal du 28 juin 1918, M. Nicolas Kersch, substitut du Procureur d'Etat à Luxembourg, a été nommé juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Bekanntmachung. — Postwesen.

Vom 29. Juni et. ab, wird die Post- und Telegraphenverwaltung provisorische Briefmarken zu 2½ und 7½ Centimen zur Ausgabe bringen, welche mittels Überdrucks auf den Freimarken von 5 Centimen mit dem Wappen des Großherzogtums bezw. von 10 Centimen mit dem Bildnis S. A. H. der Großherzogin Maria-Adelheid hergestellt worden sind.

Luxemburg, den 28. Juni 1918.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.*

Bekanntmachung. — Heilanstalt Ettelbrück.

Durch Großh. Beschluß vom 28. Juni 1918 ist Hr. Dr. Prosper Schumacher, Arzt in Ettelbrück zum Mitglied des Aufsichtsausschusses bei der Ettelbrücker Heilanstalt ernannt worden in Ersetzung des verstorbenen Hrn. Dr. Viktor Feyder, dessen Amtszeit er vollenden wird.

Luxemburg, den 29. Juni 1918.

*Der General-Direktor des Innern
M. Kohn.*

Bekanntmachung. — Bewaffnete Macht.

Durch Großh. Beschluß vom 8. Juni d. Mts ist Hr. Aloys Jacoby, Titular-Feldwebel der Freiwilligen Compagnie zum Leutnant befördert worden.

Luxemburg, den 25. Juni 1918.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.*

Bekanntmachung. — Justiz.

Durch Großh. Beschluß vom 28. Juni d. J. ist Hr. Nikolaus Kersch, Substitut des Staatsanwaltes zu Luxemburg, zum Richter beim Bezirksgericht zu Luxemburg ernannt worden.

Par le même arrêté, M. Conrad *Stumper*,
juge de paix du canton d'Esch-s.-Alz., a été
nommé substitut du Procureur d'État à Lu-
xembourg.

Luxembourg, le 29 juin 1918.

*Le Directeur général de la justice
et de l'instruction publique,*
L. MOUTRIER

Durch denselben Beschluß ist Hr. Conrad
St i m p e r, Friedensrichter des Kantons Esch
a. d. Mz., zum Substitut des Staatsanwaltes zu
Luxemburg ernannt worden.

Luxemburg, den 29. Juni 1918.

*Der General-Direktor der Justiz
und des öffentlichen Unterrichts,*
L. Moutrier.

Rectification: La publication concernant la déclaration de perte de livrets de la Caisse d'Épargne
(Mémorial N° 36, p. 688) porte erronément le N° 122494 au lieu du N° 212494.

Société Anonyme d'Ougrée-Marilhay.

Siège social: Ougrée.

Messieurs les actionnaires sont informés que l'Assemblée générale annuelle prescrite par l'art. 14 des statuts
aura lieu le lundi, 29 juillet courant, à 3 heures, au Siège social, à Ougrée, près du Pont.

ORDRE DU JOUR:

- 1° Rapport du Conseil d'administration sur les opérations de l'exercice.
- 2° Rapport du Collège des commissaires.
- 3° Statuer sur le Bilan et le Compte « Profits et Pertes ».
- 4° Décharge à donner aux administrateurs et commissaires.
- 5° Nominations statutaires:

- a) un administrateur sortant et rééligible.
- b) un commissaire sortant et rééligible.

Pour être admis à l'assemblée générale, tout actionnaire devra justifier, par la production d'un certificat,
du dépôt de ses actions effectué au moins six jours à l'avance, au siège social ou dans une des maisons de
banque indiquées ci-dessous:

Liège: au Crédit Général Liégeois; à la Banque Liégeoise; à la Banque Nagelmackers Fils & C^{ie}; à la
Banque Générale; à la Banque de Mélotte & C^{ie}.

Bruxelles: à la Société Générale de Belgique; à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 62, rue Royale; à la
Banque de Bruxelles, au siège social (Siège A) au siège B, 27, Avenue des Arts et à la Succur-
sale C, 42-52, rue du Lombard; à la Deutsche Bank.

Anvers: à la Banque d'Anvers; à la Banque de Crédit Commercial.

Verviers: à la Banque de Verviers; à la Banque Générale Belge.

Seraing: à la Banque de Huy.

Frankfort-sur-Main: chez MM. Metzler Seel, Sohn & C^{ie}.

Luxembourg: à la Banque Internationale; à la Banque Werling Lambert & C^{ie}.

Les titulaires d'actions nominatives doivent avertir la Société à Ougrée, au moins six jours à l'avance,
de leur intention d'assister à l'assemblée.

Par le Conseil d'administration:

Le Directeur général:
Gust. Trasenster.